



SEMAFO Inc.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)
31 mars 2015

ÉTATS FINANCIERS

Page

Avis au lecteur	3
État consolidé intermédiaire de la situation financière	4
État consolidé intermédiaire du résultat	5
État consolidé intermédiaire du résultat global	6
État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres	7
Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie	8

NOTES ANNEXES

1. Constitution et nature des activités de la Société	9
2. Mode de présentation	9
3. Sommaire des principales méthodes comptables	9
4. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur	10
5. Acquisition d'Orbis Gold Limited	11
6. Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
7. Clients et autres débiteurs	12
8. Stocks	12
9. Avance à recevoir et immobilisation incorporelle	13
10. Immobilisations corporelles	14
11. Dette à long terme	15
12. Provisions	16
13. Capital social	17
14. Instruments financiers	18
15. Impôt sur le résultat	20
16. Charges d'exploitation minière	20
17. Charges administratives	20
18. Rémunération fondée sur des actions	21
19. Charges financières	22
20. Participations ne donnant pas le contrôle	23
21. Résultat par action	23
22. Engagements financiers	23
23. Informations financières incluses dans le tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie	24
24. Information sectorielle	25

Avis au lecteur

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102, les états financiers intermédiaires qui n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen doivent être accompagnés d'un avis indiquant que ces états financiers n'ont pas été examinés par un auditeur.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés par la direction et la responsabilité de ces états financiers incombe à la direction.

L'auditeur indépendant de la Société n'a pas effectué une mission d'examen de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux normes établies par les Comptables professionnels agréés du Canada pour une mission d'examen d'états financiers intermédiaires par un auditeur de l'entité.

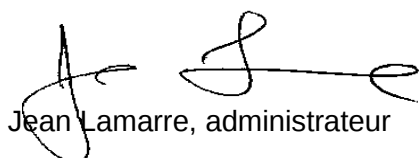
État consolidé intermédiaire de la situation financière

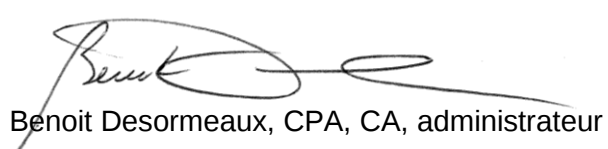
(en milliers de dollars américains – non audité)

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	114 853	127 928
Clients et autres débiteurs (note 7)	18 801	21 470
Impôt sur le résultat à recevoir	7 332	12 086
Stocks (note 8)	64 465	59 729
Autres actifs courants	1 614	2 311
	207 065	223 524
Actifs non courants		
Avance à recevoir (note 9)	3 820	4 229
Liquidités soumises à des restrictions	3 452	3 726
Immobilisations corporelles (note 10)	524 050	382 388
Immobilisation incorporelle (note 9)	1 915	1 915
Autres actifs non courants (note 19)	–	2 520
	533 237	394 778
Total de l'actif	740 302	618 302
Passif		
Passifs courants		
Fournisseurs et charges à payer	40 598	49 530
Tranche courante de la dette à long terme (note 11)	28 823	–
Passifs liés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions différées (note 18)	4 006	1 938
Provisions (note 12)	5 964	6 579
	79 391	58 047
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 11)	58 725	–
Passifs liés aux unités d'actions restreintes (note 18)	3 197	3 967
Provisions (note 12)	6 919	6 917
Passifs d'impôt différé	23 289	18 766
	171 521	87 697
Total du passif	171 521	87 697
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 13)	515 505	466 861
Surplus d'apport	10 870	10 889
Résultats non distribués	15 218	25 932
	541 593	503 682
Participations ne donnant pas le contrôle	27 188	26 923
Total des capitaux propres	568 781	530 605
Total du passif et des capitaux propres	740 302	618 302

Engagements financiers (note 22)

Approuvé par le conseil d'administration,


Jean Lamarre, administrateur


Benoit Desormeaux, CPA, CA, administrateur

État consolidé intermédiaire du résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2015 \$	2014 \$
Produits – Ventes d'or	74 016	38 473
Charges d'exploitation		
Charges d'exploitation minière (note 16)	31 996	31 984
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24 110	13 113
Charges administratives (note 17)	3 615	5 275
Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative	326	–
Rémunération fondée sur des actions (note 18)	2 762	2 780
Résultat opérationnel	11 207	(14 679)
Autres charges (produits)		
Produits financiers	(131)	(79)
Charges financières (note 19)	3 039	256
Perte de change	6 281	104
Résultat avant impôt sur le résultat	2 018	(14 960)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat		
Exigible (note 15)	3 604	(1 292)
Différé (note 15)	6 263	(103)
	9 867	(1 395)
Résultat net des activités poursuivies	(7 849)	(13 565)
Résultat net des activités abandonnées	–	(2 433)
Résultat net de la période	(7 849)	(15 998)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux :		
Actionnaires	(8 114)	(12 943)
Participations ne donnant pas le contrôle (note 20)	265	(622)
	(7 849)	(13 565)
Résultat net des activités abandonnées attribuable aux :		
Actionnaires	–	(1 387)
Participations ne donnant pas le contrôle (note 20)	–	(1 046)
	–	(2 433)
Résultat net de la période attribuable aux :		
Actionnaires	(8 114)	(14 330)
Participations ne donnant pas le contrôle (note 20)	265	(1 668)
	(7 849)	(15 998)
Résultat de base par action des activités poursuivies	(0,03)	(0,04)
Résultat de base par action des activités abandonnées	–	(0,01)
Résultat de base par action (note 21)	(0,03)	(0,05)
Résultat dilué par action des activités poursuivies	(0,03)	(0,04)
Résultat dilué par action des activités abandonnées	–	(0,01)
Résultat dilué par action (note 21)	(0,03)	(0,05)

État consolidé intermédiaire du résultat global

(en milliers de dollars américains – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2015 \$	2014 \$
Résultat net et résultat global de la période	(7 849)	(15 998)
Attribuable aux :		
Actionnaires	(8 114)	(14 330)
Participations ne donnant pas le contrôle	265	(1 668)
	(7 849)	(15 998)

État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions – non audité)

	Attribuable aux actionnaires						
	Capital social		Surplus d'apport \$	Résultats non distribués \$	Participations ne donnant pas le contrôle \$	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES \$	
	Actions ordinaires¹ (en milliers)	Montant \$					
Solde au 1 ^{er} janvier 2014	274 533	458 033	12 687	21 459	492 179	13 649	505 828
Résultat net et résultat global							
de la période	–	–	–	(14 330)	(14 330)	(1 668)	(15 998)
Rémunération fondée sur des actions	–	–	540	–	540	–	540
Actions émises à l'exercice							
d'options (note 13)	1 532	4 211	(1 258)	–	2 953	–	2 953
Solde au 31 mars 2014	276 065	462 244	11 969	7 129	481 342	11 981	493 323
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	277 718	466 861	10 889	25 932	503 682	26 923	530 605
Résultat net et résultat global							
de la période	–	–	–	(8 114)	(8 114)	265	(7 849)
Actions émises à l'exercice							
d'options (note 13)	30	70	(19)	–	51	–	51
Actions émises en contrepartie d'un placement privé (déduction faite des frais d'émission d'actions de 2 600 \$) (note 13) ..	15 640	46 474	–	(2 600)	43 874	–	43 874
Actions émises en contrepartie de frais d'engagement (note 13)	240	750	–	–	750	–	750
Actions émises en contrepartie de frais de financement sur la dette à long terme (note 13)	458	1 350	–	–	1 350	–	1 350
Solde au 31 mars 2015	294 086	515 505	10 870	15 218	541 593	27 188	568 781

¹ Au 31 mars 2015, aucune action ordinaire émise n'était impayée (aucune au 31 mars 2014).

Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains – non audité)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2015 \$	2014 \$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités opérationnelles		
Résultat net de la période des activités poursuivies	(7 849)	(13 565)
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24 110	13 113
Rémunération fondée sur des actions	2 762	2 780
Radiation d'autres actifs non courants en lien avec les frais de financement	2 520	–
Perte de change latente	4 681	(172)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat différé	6 263	(103)
Autres	66	89
	32 553	2 142
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 23 a)	196	(7 188)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies	32 749	(5 046)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées	–	(994)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	32 749	(6 040)
Activités de financement		
Dette à long terme (note 11)	90 000	–
Frais de transaction sur la dette à long terme (note 11)	(1 200)	–
Produit de l'émission de titres du capital social, déduction faite des frais d'émission (note 13)	43 925	2 953
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies	132 725	2 953
Activités d'investissement		
Acquisition d'Orbis Gold Limited (note 5)	(154 550)	–
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(17 887)	(17 662)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies	(172 437)	(17 662)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(6 112)	96
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(13 075)	(20 653)
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies au début de la période	127 928	82 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	114 853	61 946
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées à la fin de la période	–	163
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin de la période	114 853	61 783
Intérêts reçus	131	79
Impôt sur le résultat payé	–	2 306
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 23)		

1. Constitution et nature des activités de la Société

SEMAFO inc. (la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et cotée à la Bourse de Toronto et à la Bourse NASDAQ OMX de Stockholm. L'adresse du siège social de la Société est le 100, boul. Alexis-Nihon, 7^e étage, Saint-Laurent (Québec) Canada H4M 2P3.

Les filiales de la Société sont engagées dans l'exploration, le développement et la production aurifères. Ces activités se déroulent en Afrique occidentale. Les filiales de la Société exploitent la mine Mana au Burkina Faso en plus de développer le gisement aurifère avancé de Natougou. Les filiales de la Société détiennent aussi des participations dans des propriétés minières. Le recouvrement potentiel des dépenses engagées sur ces propriétés et des frais différés connexes dépend de l'existence en quantité suffisante de réserves de minerai, de la capacité d'obtenir tous les permis requis, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour la mise en exploitation de ces propriétés minières et de la rentabilité de la production future de la Société.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») qui s'appliquent à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »).

Les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, excepté ce qui figure à la note 3. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, lesquels ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Le conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés le 12 mai 2015.

Filiales significatives (consolidées) – participation	Pays	31 mars	31 décembre
		2015	2014
SEMAFO Burkina Faso S.A.	Burkina Faso	90 %	90 %
Mana Minéral S.A.	Burkina Faso	100 %	100 %
SEMAFO (Barbados) Ltd	Barbade	100 %	100 %
Orbis Gold Limited (« Orbis »)	Australie	100 %	–
Birimian Resources S.A.R.L.	Burkina Faso	100 %	–

3. Sommaire des principales méthodes comptables

Durant le premier trimestre de 2015, les principales méthodes comptables suivantes ont été adoptées :

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, au développement ou à la construction d'actifs admissibles, soit les actifs pour lesquels une période de temps considérable est nécessaire pour les rendre prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, et ce jusqu'à ce que les actifs en question soient pratiquement prêts pour leur utilisation prévue.

Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les comptes fournisseurs, les autres passifs financiers et la dette à long terme. Les comptes fournisseurs et les charges à payer sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les dettes fournisseurs et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de transaction engagés, et est ultérieurement évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés comme des passifs courants si le paiement est exigible dans les 12 mois. Autrement, ils sont présentés à titre de passifs non courants.

4. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IASB avait déjà publié des versions antérieures d'IFRS 9 qui introduisaient de nouvelles exigences en matière de classification et d'évaluation (en 2009 et en 2010) ainsi qu'un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture (en 2013). La publication de juillet 2014 représente la version finale de la norme qui remplace les versions antérieures d'IFRS 9 et complète substantiellement le projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs financiers et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et juste valeur par le biais du résultat. Le choix de classification dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés aux actifs et aux passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale. La nouvelle norme introduit également un modèle considérablement modifié pour la comptabilité de couverture qui implique la divulgation d'information supplémentaire sur les activités de gestion des risques, afin d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, bien que l'adoption anticipée soit permise. L'importance de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 n'a pas encore été déterminée.

IFRS 15, *Produits provenant de contrats avec les clients* (« IFRS 15 »)

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits provenant de contrats avec les clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes antérieures de comptabilisation des produits, y compris IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations s'y rapportant, comme IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La norme précise les exigences pour la comptabilisation des produits. En particulier, la nouvelle norme introduit un cadre détaillé dont le principe directeur veut que l'entité comptabilise les produits d'une façon qui représente le transfert de biens et services promis en un montant qui reflète la contrepartie à laquelle l'entité est en droit de s'attendre en échange pour ces biens et services. La norme introduit une orientation plus directive que celle énoncée dans les normes antérieures et pourrait donner lieu à des changements quant au moment où certains types de produits sont comptabilisés. La nouvelle norme aura également pour effet qu'une plus grande quantité d'information sera présentée à propos des produits, de telle sorte qu'une entité fournirait des informations détaillées quant à la nature, au montant, au moment et à l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats de l'entité avec ses clients. La nouvelle norme s'applique aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, bien que l'adoption anticipée soit permise. L'importance de l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 n'a pas encore été déterminée.

5. Acquisition d'Orbis Gold Limited

Le 30 novembre 2014, la Société a déposé les documents officiels de son offre d'achat (« *Bidder's Statement* ») visant 100 % des actions d'Orbis au prix de 0,65 dollar australien (« \$ AU ») par action, payable en trésorerie. Cette offre était sujette à plusieurs conditions, notamment une condition d'acceptation minimale de 50,1 %.

Le 11 février 2015, Orbis et la Société ont conjointement annoncé une offre d'acquisition révisée pour Orbis (l'« Offre révisée »), en vertu de laquelle un prix de 0,713 \$ AU par action d'Orbis était offert aux actionnaires d'Orbis. En lien avec l'Offre révisée, SEMAFO a pris le contrôle d'Orbis le 16 février 2015, en faisant l'acquisition d'un pourcentage global de 62 % des actions en circulation d'Orbis. Le 27 février 2015, la Société a acquis un bloc additionnel de 35,6 % des actions d'Orbis et, le 3 mars 2015, a acquis la part résiduelle de 2,4 % des actions d'Orbis par le biais des procédures d'acquisition forcée.

En date du 31 mars 2015, la Société détenait ou était en droit de détenir 100 % des actions en circulation d'Orbis puisqu'elle avait entamé les procédures d'acquisition forcée pour le reste des actions en circulation d'Orbis, ce qui représente un prix d'acquisition de 138 200 000 \$ (178 169 000 \$ AU). Orbis est une société de ressources axée sur la découverte et le développement de gisements d'or de grande envergure.

Conformément à la norme IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, un regroupement d'entreprises est une transaction où l'acquéreur obtient le contrôle d'une entreprise qui se définit comme un ensemble intégré d'activités et d'actifs qu'il est possible de mener et de gérer de façon à offrir un rendement aux investisseurs. Pour qu'un ensemble intégré d'activités et d'actifs soit considéré comme une entreprise, l'ensemble doit comprendre des intrants et des processus et doit avoir la capacité de générer des extrants. L'acquisition d'Orbis ne correspond pas à la définition d'un regroupement d'entreprises puisque les principaux actifs (propriété Natougou) sont des propriétés à l'étape de l'exploration. Par conséquent, la transaction a été comptabilisée comme une acquisition d'un groupe d'actifs conformément à la norme IAS 16, *Immobilisations corporelles*.

Le prix d'acquisition total a été alloué aux actifs acquis et aux passifs pris en charge basé sur la juste valeur de la contrepartie totale à la date de clôture de la transaction. Tous les actifs financiers acquis et les passifs financiers pris en charge ont été comptabilisés à la juste valeur.

Le prix d'acquisition a été calculé comme suit :

Contrepartie payée

Contrepartie en trésorerie	138 200
Frais de transaction	2 167
	140 367

Actifs nets acquis

Trésorerie et équivalents de trésorerie	917
Clients et autres débiteurs	442
Autres actifs courants	39
Liquidités soumises à des restrictions	109
Immobilisations corporelles	155 096
Comptes fournisseurs et charges à payer	(11 778)
Dette à court terme	(4 458)
Participation ne donnant pas le contrôle ¹	–
	140 367

Réconciliation de l'acquisition nette d'Orbis aux flux de trésorerie

Prix d'acquisition	(138 200)
Passifs nets payés	(14 729)
Frais de transaction ²	(1 621)
	(154 550)

¹ Au 16 février 2015, la participation ne donnant pas le contrôle s'élevait à 51 948 000 \$ et a été par la suite achetée durant le trimestre tel que détaillé ci-haut.

² Le montant des frais de transaction payés durant le trimestre en lien avec l'acquisition d'Orbis exclut un montant de 546 000 \$ qui avait déjà été payé au 31 décembre 2014.

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire; les montants dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Trésorerie	78 006	81 426
Équivalents de trésorerie	36 847	46 502
	114 853	127 928

7. Clients et autres débiteurs

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Créances clients – or	853	517
Autres débiteurs	17 948	20 953
	18 801	21 470

Les créances clients se rapportent aux livraisons d'or dont le paiement n'a pas encore été effectué. Elles ne portent pas intérêt et sont généralement réglées dans les 15 jours suivant la date de la livraison. Les créances clients ne sont ni en souffrance ni dépréciées.

Les autres débiteurs incluent des montants à recevoir au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (« TVA ») totalisant 17 243 000 \$ au 31 mars 2015 (20 263 000 \$ au 31 décembre 2014). Ces montants ne portent pas intérêt et sont généralement réglés dans un délai de 1 à 6 mois.

Au 31 mars 2015, il y avait des montants de TVA à recevoir de plus de 6 mois s'élevant à 6 654 000 \$ (9 650 000 \$ au 31 décembre 2014) pour lesquels aucune provision pour créance douteuse n'avait été comptabilisée.

Au 31 mars 2015, la Société ne détenait aucune garantie sur les sommes à recevoir (aucune garantie au 31 décembre 2014).

8. Stocks

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Lingots d'or	4 441	2 743
Or en voie de production	9 643	8 992
Minerai empilé	13 014	7 799
Fournitures et pièces de rechange	37 367	40 195
	64 465	59 729

Le coût des stocks qui a été imputé au résultat représente principalement les charges d'exploitation minière et la quasi-totalité de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, une provision de 1 947 000 \$ a été comptabilisée relativement aux pièces de rechange. À la même période en 2014, une provision de 219 000 \$ avait été comptabilisée relativement aux lingots d'or.

9. Avance à recevoir et immobilisation incorporelle

Le 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel (« Sonabel »), aux termes de laquelle la Société s'est engagée à avancer 7 369 000 \$ (4 500 000 000 FCFA) pour la construction d'une ligne de transport à haute tension pour fournir l'électricité à la mine Mana. Ce montant est remboursable à la Société par Sonabel sur une période de sept ans à compter d'un an suivant la mise en service, laquelle a été complétée au premier trimestre de 2015. Les remboursements devraient débiter à la fin du premier trimestre de 2016.

Cette avance ne porte pas intérêt et est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, lequel a été déterminé selon un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 %. L'immobilisation incorporelle correspond à la différence entre le montant payé à Sonabel et l'avance à recevoir comptabilisée à la date de transaction. Cette immobilisation incorporelle représente le droit de bénéficier des avantages futurs provenant de la source future d'approvisionnement énergétique et elle sera amortie sur la durée de la vie de la mine une fois que la ligne de transport sera en opération.

	Avance à recevoir \$	Immobilisation incorporelle \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2014	3 029	1 288	4 317
Ajouts	1 441	627	2 068
Variation attribuable au taux de change et à la charge de désactualisation	(241)	–	(241)
Au 31 décembre 2014	4 229	1 915	6 144
Variation attribuable au taux de change et à la charge de désactualisation	(409)	–	(409)
Au 31 mars 2015	3 820	1 915	5 735

Au 31 mars 2015, l'avance à recevoir s'établissait à 3 820 000 \$ (2 332 793 000 FCFA) et l'immobilisation incorporelle était de 1 915 000 \$ (964 918 000 FCFA). La valeur non actualisée de l'avance à recevoir était évaluée à 5 056 000 \$ (3 087 477 000 FCFA).

Au 31 décembre 2014, l'avance à recevoir s'établissait à 4 229 000 \$ (2 292 441 000 FCFA) et l'immobilisation incorporelle était de 1 915 000 \$ (964 918 000 FCFA). La valeur non actualisée de l'avance à recevoir était évaluée à 5 695 000 \$ (3 087 477 000 FCFA).

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire; les montants dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

10. Immobilisations corporelles

	Coûts d'acquisition de propriétés et frais d'exploration et de développement différés \$	Actifs d'exploration et d'évaluation (i) (ii) \$	Bâtiments et matériel relatifs à l'exploitation minière \$	Équipement d'extraction minière \$	Matériel roulant, matériel de communication et matériel informatique \$	TOTAL \$
Trimestre terminé le 31 mars 2015						
Valeur comptable nette au début de la période	196 299	3 111	127 122	52 144	3 712	382 388
Acquisitions	8 111	2 866	2 274	1 345	35	14 631
Acquisition d'Orbis (iii)	–	154 039	–	–	511	154 550
Dotation aux amortissements	(19 843)	–	(3 948)	(3 457)	(271)	(27 519)
Valeur comptable nette à la fin de la période	184 567	160 016	125 448	50 032	3 987	524 050
Au 31 mars 2015						
Coût	356 721	160 016	193 886	100 086	11 263	821 972
Cumul des amortissements	(172 154)	–	(68 438)	(50 054)	(7 276)	(297 922)
Valeur comptable nette	184 567	160 016	125 448	50 032	3 987	524 050
Actifs non amortis inclus dans ce qui précède (iv)	2 048	160 016	1 367	4 476	–	167 907
Exercice terminé le 31 décembre 2014						
Valeur comptable nette au début de l'exercice	188 462	–	131 578	57 570	4 924	382 534
Acquisitions	51 216	3 111	13 650	11 115	222	79 314
Dotation aux amortissements	(43 379)	–	(18 106)	(16 541)	(1 434)	(79 460)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	196 299	3 111	127 122	52 144	3 712	382 388
Au 31 décembre 2014						
Coût	348 610	3 111	193 655	99 118	10 802	655 296
Cumul des amortissements	(152 311)	–	(66 533)	(46 974)	(7 090)	(272 908)
Valeur comptable nette	196 299	3 111	127 122	52 144	3 712	382 388
Actifs non amortis inclus dans ce qui précède (iv)	2 066	3 111	9 187	3 765	168	18 297

- (i) Les actifs d'exploration et d'évaluation comprennent principalement des ententes d'options et des droits miniers. Les dépenses d'exploration et d'évaluation incluent typiquement des coûts associés à la prospection, l'échantillonnage, les tranchées, les forages, ainsi que d'autres travaux consacrés à la recherche de minerai tels que des études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques et les coûts d'emprunt. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des coûts capitalisés dans les actifs d'exploration et d'évaluation :

	Ceinture aurifère de Banfora, Burkina Faso \$	Natougou, Burkina Faso \$	Autres, Burkina Faso \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2014	–	–	–	–
Variation des actifs d'exploration et d'évaluation relatifs au projet	2 565	546	–	3 111
Au 31 décembre 2014	2 565	546	–	3 111
Variation des actifs d'exploration et d'évaluation relatifs au projet	1 945	921	–	2 866
Acquisition d'Orbis	–	129 193	24 846	154 039
Au 31 mars 2015	4 510	130 660	24 846	160 016

10. Immobilisations corporelles (suite)

- (ii) Au 31 mars 2015, les coûts d'emprunt inclus dans les actifs d'exploration et d'évaluation totalisaient 500 000 \$.
- (iii) Les immobilisations corporelles en lien avec l'acquisition d'Orbis excluent un montant de 546 000 \$ qui avait déjà été capitalisé au 31 décembre 2014.
- (iv) Les actifs non amortis comprennent des pièces de rechange essentielles non installées de 5 043 000 \$ (4 588 000 \$ au 31 décembre 2014) ainsi que des actifs en cours de construction, en transit ou des actifs d'exploration et d'évaluation de 162 864 000 \$ (13 709 000 \$ au 31 décembre 2014).

11. Dette à long terme

Le 3 mars 2015, la Société a contracté une dette à long terme d'un montant de 90 000 000 \$ avec la Banque Macquarie Limitée. La Société a utilisé le produit de la dette pour financer l'acquisition d'Orbis.

En contrepartie du financement de la dette à long terme, la Société a engagé des frais de financement s'élevant à 2 550 000 \$, dont 1 200 000 \$ ont été payés en trésorerie et 1 350 000 \$ ont été payés en actions ordinaires de la Société.

La dette à long terme se présente comme suit :

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	—	—
Dette à long terme de 90 000 000 \$, portant intérêt à un taux équivalent au taux LIBOR majoré de 6,5 % par année; le capital est remboursable en trois versements annuels égaux à compter du 3 mars 2016. Les actions de SEMAFO (Barbados) Ltd ont été déposées en garantie de la dette à long terme	90 000	—
Coûts de transaction différés	(2 452)	—
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction différés	87 548	—
Portion à court terme de la dette à long terme	28 823	—
Portion à long terme de la dette à long terme	58 725	—

Le montant global des paiements requis sur la dette à long terme pour chacune des trois prochaines années civiles se répartit comme suit :

2016	30 000
2017	30 000
2018	30 000
	90 000

12. Provisions

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Partie courante	5 964	6 579
Partie non courante	6 919	6 917
	12 883	13 496

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations \$	Autres \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2014	5 188	7 250	12 438
Provisions supplémentaires nettes	346	1 585	1 931
Augmentation attribuable à la charge de désactualisation ...	363	60	423
Utilisées au cours de l'exercice	—	(666)	(666)
Variation attribuable aux taux de change	—	(630)	(630)
Au 31 décembre 2014	5 897	7 599	13 496
Provisions supplémentaires nettes	95	183	278
Augmentation attribuable à la charge de désactualisation ...	103	12	115
Utilisées au cours de la période	—	(394)	(394)
Variation attribuable aux taux de change	—	(612)	(612)
Au 31 mars 2015	6 095	6 788	12 883

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Au 31 mars 2015, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 6 095 000 \$ (5 897 000 \$ au 31 décembre 2014) et sa valeur estimative non actualisée se chiffrait à 10 809 000 \$ (10 608 000 \$ au 31 décembre 2014). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2015 à 2026.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, une charge de désactualisation de 103 000 \$ (91 000 \$ en 2014) a été imputée aux résultats dans les charges financières afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2014).

Autres

Les autres provisions comprennent une entente de rémunération spéciale de 1 096 000 \$ (1 592 000 \$ au 31 décembre 2014) conclue avec l'ancien président et chef de la direction dont la valeur non actualisée se chiffrait à 1 101 000 \$ (1 677 000 \$ au 31 décembre 2014). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2015 à 2020.

Les autres provisions comprennent aussi une provision au titre de l'impôt de 4 048 000 \$ (4 363 000 \$ au 31 décembre 2014) se rapportant principalement aux taxes indirectes, puisque la Société n'est plus exemptée de ces taxes en vertu de sa convention minière avec le gouvernement du Burkina Faso.

12. Provisions (suite)

Provision liée à des avis de cotisation fiscale

Les autres provisions comprennent aussi une provision au titre de l'impôt de 1 644 000 \$ (1 644 000 \$ au 31 décembre 2014) se rapportant à diverses éventualités avec les autorités fiscales telles que décrites ci-dessous.

- a) Au début du deuxième trimestre de 2014, la Société a reçu de la part des autorités fiscales du Burkina Faso un avis de cotisation pour les années 2011 à 2013 de 10 800 000 \$ plus un montant supplémentaire de 6 400 000 \$ en pénalités. L'avis de cotisation se rapporte principalement à la TVA sur des frais d'exploration transférés de l'entité d'exploration à l'entité de production, et la TVA sur les dépenses d'intérêt et les honoraires de gestion. Puisque l'entité d'exploration est exonérée de la TVA, la Société défend vigoureusement sa position et a déposé une requête auprès des autorités fiscales du Burkina Faso.
- b) Un avis de cotisation a été reçu du gouvernement du Burkina Faso en 2012, seules les pénalités n'ont pas encore été réglées.

L'incertitude inhérente quant au résultat de ces enjeux signifie que le règlement éventuel pourrait être différent des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société et sur ses résultats opérationnels.

13. Capital social

Placement privé par voie de prise ferme

Le 11 février 2015, un syndicat de preneurs fermes a acheté, dans le cadre d'un placement privé par voie de prise ferme, 13 600 000 actions ordinaires de la Société au prix de 2,97 \$ (3,70 \$ CA) par action ordinaire, pour un produit brut global de 40 412 000 \$ (50 320 000 \$ CA). Les preneurs fermes ont aussi choisi d'exercer leur option d'attribution excédentaire visant l'acquisition de 2 040 000 actions ordinaires supplémentaires au même prix, pour un produit brut global atteignant 46 474 000 \$ (57 868 000 \$ CA). Les frais d'émission d'actions en lien avec ce placement privé ont totalisé environ 2 600 000 \$ et ont été crédités au produit net global. Le 4 mars 2015, les 15 640 000 actions ordinaires avaient été émises.

Actions émises à l'exercice d'options

En tout, 30 000 options ont été exercées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2015, aux termes du régime d'options sur actions (le « Régime initial ») pour une contrepartie de 51 000 \$ en trésorerie. De ce montant, une tranche de 19 000 \$ a été reclassée du surplus d'apport au capital social. À la même période en 2014, un total de 1 532 000 options avaient été exercées aux termes du Régime initial pour une contrepartie de 2 953 000 \$ en trésorerie. De ce montant, une tranche de 1 258 000 \$ avait été reclassée du surplus d'apport au capital social.

Actions émises en contrepartie de frais d'engagement sur la facilité de crédit

Le 28 novembre 2014, la Société a conclu une facilité de crédit garantie de premier rang (la « Facilité ») d'un montant maximal de 60 000 000 \$ avec un syndicat dirigé par Sprott Resource Lending Partnership (les « Prêteurs »), laquelle a été annulée durant le premier trimestre de 2015.

Des frais d'engagement de 750 000 \$ se rapportant à la Facilité conclue entre la Société et les Prêteurs en 2014 ont été payés en actions ordinaires. Le 27 janvier 2015, 239 722 actions ordinaires avaient été émises.

Actions émises en contrepartie de frais de financement sur la dette à long terme

En contrepartie du financement de la dette à long terme, la Société a engagé des frais de financement s'élevant à 2 550 000 \$, dont 1 200 000 \$ ont été payés en trésorerie et 1 350 000 \$ en actions ordinaires de la Société. Au 31 mars 2015, 457 644 actions ordinaires avaient été émises.

14. Instruments financiers

Catégories d'évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui définissent leur base d'évaluation et, dans le cas des éléments évalués à la juste valeur, qui déterminent si les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé intermédiaire du résultat ou dans l'état consolidé intermédiaire du résultat global. Ces catégories sont les suivantes : prêts et créances et passifs financiers au coût amorti. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs classés dans chacune de ces catégories au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014.

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Actifs financiers		
Prêts et créances		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	114 853	127 928
Liquidités soumises à des restrictions	3 452	3 726
Créances clients – or	853	517
Avance à recevoir	3 820	4 229
Autres débiteurs (à l'exception de la TVA)	705	690
	123 683	137 090
Passifs financiers		
Coût amorti		
Dettes fournisseurs et autres passifs financiers	37 778	40 057
Dettes à long terme	87 548	–
	125 326	40 057

Facteurs de risques financiers

Juste valeur

La Société estime que la valeur comptable de tous ses passifs financiers comptabilisés au coût amorti dans ses états financiers consolidés intermédiaires avoisine leur juste valeur. Les actifs et les passifs financiers courants sont évalués à la valeur comptable, qui est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. C'est le cas de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients – or, des autres débiteurs (à l'exception de la TVA), et des dettes fournisseurs et autres passifs financiers. La juste valeur de l'avance à recevoir est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs. La juste valeur des liquidités soumises à des restrictions et des autres actifs non courants avoisine leur valeur comptable.

La hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués se présente comme suit :

- Le niveau 1 comprend les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Le niveau 2 comprend des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement.
- Le niveau 3 comprend des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Le service des finances de la Société est responsable de l'évaluation des instruments financiers, y compris ceux classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Le processus d'évaluation et les résultats en ressortant sont passés en revue et approuvés chaque trimestre par la direction, aux dates de clôture des trimestres de la Société. Les résultats de l'évaluation font l'objet de discussions avec le comité d'audit dans le cadre de la revue trimestrielle des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Selon son analyse de la nature et des caractéristiques des titres de capitaux propres et des risques qui y sont associés, la Société a déterminé qu'il était approprié de présenter ceux-ci par secteur et par type de placement.

L'avance à recevoir est classée comme un instrument financier de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur de la Société sur une base récurrente. La technique d'évaluation utilisée est l'approche par le résultat (actualisation des flux de trésorerie futurs) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7 % sur une période de sept ans. Au 31 mars 2015, la juste valeur était de 3 820 000 \$ (4 229 000 \$ au 31 décembre 2014) et ne différait pas significativement de sa valeur comptable.

14. Instruments financiers (suite)

Facteurs de risques financiers (suite)

Juste valeur (suite)

Le placement dans GoviEx Uranium Inc. (« GoviEx »), une société de ressources minérales dont les titres sont négociés en bourse et qui se concentre sur l'exploration et le développement de propriétés uranifères au Niger, est inclus au poste placement. La juste valeur du placement est évaluée sur une base récurrente.

Durant le deuxième trimestre de 2014, GoviEx a clôturé son premier appel public à l'épargne (« PAPE ») à la Bourse nationale canadienne (« CNSX »). Avant la clôture du PAPE, GoviEx a modifié ses statuts de prorogation de façon à (i) reclasser chaque action ordinaire en circulation d'origine en action ordinaire de catégorie B et (ii) créer une nouvelle catégorie d'actions ordinaires, soit des actions ordinaires de catégorie A. Cette réorganisation avait pour but d'immobiliser les actions ordinaires détenues par les actionnaires existants de GoviEx, y compris la Société. Les conventions de blocage ont été mises en œuvre pour reclasser toutes les actions ordinaires en circulation en actions ordinaires de catégorie B, qui peuvent uniquement être transférées avec le consentement des administrateurs de GoviEx ou en cas d'offre de prise de contrôle. À l'opposé, les actions ordinaires de catégorie A sont (sous réserve des lois applicables) négociées librement et peuvent être inscrites à la bourse. À la suite de la réalisation du PAPE et de l'inscription subséquente des actions ordinaires de catégorie A à la bourse, toutes les actions ordinaires de catégorie B devaient automatiquement être converties en actions ordinaires de catégorie A 18 mois après la clôture du PAPE.

Le 21 novembre 2014, le conseil d'administration de GoviEx a exercé son droit de mettre fin à la structure de blocage pour toutes les actions ordinaires présentement visées par des conventions de blocage, y compris les actions ordinaires de catégorie B détenues par la Société. Suivant la fin de la structure de blocage, la Société a réévalué la hiérarchie de la juste valeur du placement dans GoviEx en tenant compte du fait qu'il était pleinement disponible pour négociation au CNSX. Tel que défini dans les politiques de la Société, les instruments financiers de niveau 1 sont les placements pour lesquels des prix cotés sont observables sur des marchés actifs. La Société a évalué le niveau d'activité de transactions des actions de GoviEx au CNSX de la date du PAPE jusqu'au 31 mars 2015. Puisque les transactions sur les actions ordinaires de GoviEx étaient peu fréquentes et concernaient des volumes négligeables, et compte tenu de l'écart généralement important entre le cours acheteur et le cours vendeur au cours de la période à l'étude, la Société a conclu que les actions ordinaires de GoviEx n'étaient pas cotées sur un marché actif tel que défini par la norme IFRS 13.

Par conséquent, la Société a conclu qu'au 31 mars 2015, le placement dans GoviEx était toujours classé comme un instrument financier de niveau 3 selon sa hiérarchie de la juste valeur.

Conformément aux politiques de la Société et à ses techniques d'évaluation selon lesquelles le dernier cours acheteur observé au CNSX est considéré comme point de départ et combiné à d'autres facteurs qualitatifs, la Société estime que la juste valeur de ce placement disponible à la vente est nulle (valeur nulle au 31 décembre 2014).

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la valeur des actifs et des passifs change lorsque les taux d'intérêt s'y rapportant changent.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt principalement sur sa dette à long terme et ne prend pas de mesures particulières pour se protéger des fluctuations des taux d'intérêt.

La dette à long terme est assortie d'intérêts payables sur le montant de capital emprunté à compter de la date de l'avance à la Société, à un taux équivalent au taux LIBOR majoré de 6,5 %. Le taux d'intérêt s'y rapportant est basé sur les taux d'intérêt du marché. Un changement du taux d'intérêt sur la dette à long terme aurait un impact sur les coûts capitalisés, selon qu'il y ait des dépenses sur les actifs admissibles durant la période.

À l'exception de sa dette à long terme, les actifs et les passifs financiers courants de la Société ne sont pas exposés de façon importante au risque de taux d'intérêt en raison de leur nature à court terme ou parce qu'ils ne portent pas intérêt.

L'avance à recevoir de la Société ne porte pas intérêt et n'est donc pas exposée au risque de taux d'intérêt.

15. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat avant impôt de la Société pour le trimestre terminé le 31 mars 2015 est différent du montant théorique qui aurait été obtenu si le calcul avait été effectué en fonction du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux résultats des entités consolidées, comme le présente le tableau suivant :

	2015
	\$
Charges d'impôt sur le résultat	
Impôt exigible	3 604
Impôt différé	6 263
Charges d'impôt sur le résultat au 31 mars 2015	9 867
Résultat avant impôt	2 018
Taux d'imposition combiné canadien	26,90 %
Impôt calculé au taux d'imposition combiné canadien	543
Incidence fiscale des éléments suivants :	
Écart entre les taux d'imposition des filiales étrangères	(634)
Avantages fiscaux non comptabilisés	1 850
Incidence de la conversion des devises sur la base fiscale	7 523
Autres impôts payés inclus dans la charge d'impôt sur le résultat	605
Autres	(20)
Charge d'impôt sur le résultat	9 867

16. Charges d'exploitation minière

	Trimestre terminé le 31 mars 2015	Trimestre terminé le 31 mars 2014
	\$	\$
Coûts de production	29 063	30 216
Redevances gouvernementales	2 933	1 768
	31 996	31 984

17. Charges administratives

	Trimestre terminé le 31 mars 2015	Trimestre terminé le 31 mars 2014
	\$	\$
Corporatif – Charges administratives	2 950	4 146
Sites - Charges administratives	665	1 129
	3 615	5 275

18. Rémunération fondée sur des actions

Le tableau ci-dessous présente les passifs liés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions différées :

	Au 31 mars 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Partie courante	4 006	1 938
Partie non courante	3 197	3 967
	7 203	5 905

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des charges de rémunération fondée sur des actions :

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Régimes d'options sur actions	–	540
Régime d'unités d'actions différées (a)	466	–
Régimes d'unités d'actions restreintes (b)	2 296	2 240
	2 762	2 780

a) Unités d'actions différées (« UAD »)

En 2014, la Société a adopté un nouveau régime d'UAD. Le régime d'UAD est un régime d'intéressement à long terme non dilutif auquel les employés, y compris les hauts dirigeants nommés en poste, les administrateurs et toute autre personne désignée par la Société, peuvent participer. Les UAD sont payables en espèces au moment spécifié. Conformément au régime d'UAD, après que le participant cesse de siéger au conseil ou d'être employé ou mandaté par la Société, la valeur de rédemption de chaque UAD détenue par le participant est déterminée en multipliant le nombre d'UAD créditées au participant en question jusqu'à la date pertinente par le prix moyen de clôture de nos actions dans les cinq jours de séance précédant la date de rédemption.

Le tableau ci-dessous présente toutes les activités relatives aux UAD pour le trimestre terminé le 31 mars 2015 :

	Nombre d'UAD
En circulation au 1 ^{er} janvier 2015	5 484
Octroyées	203 520
En circulation au 31 mars 2015	209 004

À la même période en 2014, il n'y avait aucune UAD en circulation.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, la charge liée à la variation de la juste valeur du cours de l'action s'est établie à 466 000 \$ (néant en 2014).

18. Rémunération fondée sur des actions (suite)

b) Unités d'actions restreintes (« UAR »)

Les activités relatives aux UAR pour les périodes terminées les 31 mars 2015 et 2014 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Nombre d'UAR
En circulation au 1 ^{er} janvier 2014	2 982 000
Régime de 2014	1 776 000
Unités acquises et payées	(501,000)
Annulées par renonciation	(55 000)
En circulation au 31 mars 2014	4 202 000
En circulation au 1 ^{er} janvier 2015	3 971 000
Régime de 2015	1 787 000
Unités acquises et payées	(794 000)
En circulation au 31 mars 2015	4 964 000

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des charges liées au régime d'unités d'actions restreintes :

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Charge liée aux UAR en circulation	1 069	1 094
Charge liée à la variation de la juste valeur du prix de l'action	1 227	1 146
	2 296	2 240

19. Charges financières

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	103	91
Frais de financement	2 520	–
Autres	416	165
	3 039	256

Durant le premier trimestre de 2015, la Société a radié les frais de financement engagés en lien avec l'annulation d'une Facilité avec Sprott Resource Lending Partnership, lesquels avaient été capitalisés dans les autres actifs non courants à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014.

20. Participations ne donnant pas le contrôle

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A.	265	(622)
Gouvernement de Guinée – 15 % dans SEMAFO Guinée S.A. ¹	–	(1 046)
	265	(1 668)

21. Résultat par action

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)		
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	(8 114)	(12 943)
Résultat net des activités abandonnées attribuable aux actionnaires	–	(1 387)
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires	(8 114)	(14 330)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base)	281 486	274 949
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué) ²	281 486	274 949
Résultat de base par action des activités poursuivies	(0,03)	(0,04)
Résultat de base par action des activités abandonnées	–	(0,01)
Résultat de base par action	(0,03)	(0,05)
Résultat dilué par action des activités poursuivies	(0,03)	(0,04)
Résultat dilué par action des activités abandonnées	–	(0,01)
Résultat dilué par action	(0,03)	(0,05)

22. Engagements financiers

Obligations d'achat

Au 31 mars 2015, les obligations d'achat totalisaient 2 154 000 \$. De plus, le 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel, aux termes de laquelle la Société fera une avance pour la construction d'une ligne de transport à haute tension. Au 31 mars 2015, la Société est engagée à faire une avance d'un montant résiduel de 2 313 000 \$ (1 412 523 000 FCFA) à Sonabel à l'égard de ce projet.

Redevances gouvernementales et taxes de développement

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once. Durant le premier trimestre de 2015, la Société était assujettie à une redevance de 4 %, dont le calcul s'est fait en utilisant la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, des redevances gouvernementales totalisant 2 933 000 \$ (1 768 000 \$ en 2014) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

Redevance sur les revenus nets d'affinage

La Société est assujettie à une redevance sur les revenus nets d'affinage (« NSR »; *Net Smelter Return*) variant de 1 % à 1,5 % et s'appliquant à différentes propriétés d'exploration. La redevance NSR n'entrera en vigueur que lorsque la Société entrera en production commerciale.

¹ SEMAFO Guinée S.A. a été vendue le 22 mai 2014.

² Quand la Société inscrit une perte nette liée aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires, la perte diluée par action est calculée à partir du nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation, l'effet des options étant antidilutif.

23. Informations financières incluses dans le tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie

a) Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Clients et autres débiteurs	2 669	(1 094)
Stocks	(1 992)	(1 459)
Impôt sur le résultat à recevoir	4 754	(3 990)
Autres actifs courants	697	480
Fournisseurs et charges à payer	(4 023)	55
Passifs liés aux unités d'actions restreintes	(1 938)	(1 284)
Provisions	29	104
	196	(7 188)

b) Information supplémentaire sur les éléments hors trésorerie

	Trimestre terminé le 31 mars 2015 \$	Trimestre terminé le 31 mars 2014 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux frais d'exploration et de développement	665	1 333
Effet net de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux stocks	2 744	2 189
Nouvelles obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuées aux immobilisations corporelles	95	89
Valeur comptable nette des actifs radiés (coût de 2 419 000 \$ pour la période terminée le 31 mars 2014)	–	459
Variation des immobilisations corporelles impayées	(4 016)	1 978

24. Information sectorielle

La Société exerce ses activités d'exploration et d'exploitation au Burkina Faso. Ce site est géré séparément compte tenu de son différent emplacement géographique ainsi que ses lois propres. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la structure de gestion de la Société et de la manière dont le principal décideur opérationnel de la Société évalue la performance commerciale. La composition des secteurs à présenter a été modifiée au premier trimestre de 2015 pour ajouter un nouveau secteur, « Natougou », qui représente la principale propriété acquise par le biais de l'acquisition d'Orbis. La Société évalue la performance de ses secteurs opérationnels principalement en fonction du résultat opérationnel, comme le montrent les tableaux qui suivent.

	Trimestre terminé le 31 mars 2015				
	Mana, Burkina Faso \$	Natougou, Burkina Faso \$	Autres exploration \$	Corporatif et autres \$	Total \$
Produits – Ventes d'or	74 016	–	–	–	74 016
Charges d'exploitation minière	31 996	–	–	–	31 996
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24 024	–	–	86	24 110
Charges administratives	665	–	–	2 950	3 615
Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative	326	–	–	–	326
Rémunération fondée sur des actions	–	–	–	2 762	2 762
Résultat opérationnel	17 005	–	–	(5 798)	11 207
Immobilisations corporelles	361 342	131 171	29 356	2 181	524 050
Total de l'actif	498 135	131 171	29 550	81 446	740 302

	Trimestre terminé le 31 mars 2014				
	Mana, Burkina Faso \$	Natougou, Burkina Faso \$	Autres exploration \$	Corporatif et autres \$	Total \$
Produits – Ventes d'or	38 473	–	–	–	38 473
Charges d'exploitation minière	31 984	–	–	–	31 984
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	12 968	–	–	145	13 113
Charges administratives	1 129	–	–	4 146	5 275
Rémunération fondée sur des actions	–	–	–	2 780	2 780
Résultat opérationnel	(7 608)	–	–	(7 071)	(14 679)
Immobilisations corporelles	384 190	–	–	2 771	386 961
Total de l'actif	504 745	–	–	51 027	555 772